

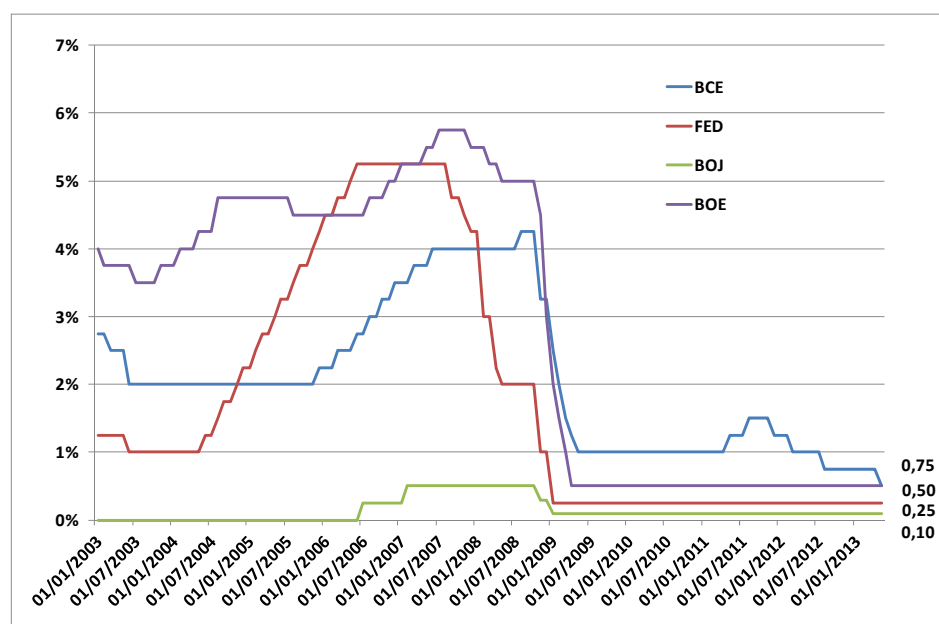
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE baisse ses taux directeurs

Lors de sa réunion du 2 mai 2013 à Bratislava, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,50 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Ces décisions sont compatibles avec de faibles tensions inflationnistes sous-jacentes à moyen terme. Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et du crédit demeurent atones. Dans le même temps, la morosité du climat des affaires a persisté au printemps de cette année. La baisse des taux d'intérêt devrait contribuer à soutenir les perspectives d'une reprise se produisant plus tard dans l'année » M. Draghi a également indiqué que « Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). En particulier, le Conseil des gouverneurs insiste sur le caractère crucial du futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et d'un mécanisme de résolution unique (MRU) dans le processus de retour vers un système bancaire intégré. Ces deux mécanismes doivent donc être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit, fin mars 2013, à 3 224 600, en augmentation de 1,2 % sur un mois en données CVS-CJO (+36 900 personnes). Sur un an, il progresse de 11,5 %. Cette hausse est la 58^e enregistrée depuis mai 2008.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,1 % en mars 2013 après 12,0 % en février. Il était de 11,0 % en mars 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les Etats membres sont enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,7 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,7 %) et en Grèce (27,2 % en janvier 2013).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de mars

L'INSEE a publié, le 11 avril, l'indice des prix dans la grande distribution. Il en ressort qu'« en mars 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) croît de 0,8 %, après avoir augmenté de 0,3 % en février. Sur un an, il s'accroît de 1,0 % en mars, comme en février. En mars 2013, la hausse des prix provient, pour l'essentiel, de celles des produits manufacturés après la fin des soldes d'hiver et, dans une moindre mesure, de celles de certains services liés aux vacances d'hiver ainsi que de l'augmentation saisonnière des prix des produits frais. *A contrario*, les prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers, se sont repliés en mars. »

La hausse des prix dans la zone euro ralentit sensiblement et s'éloigne de la barre des 2 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,2 % par Eurostat en avril 2013, en baisse par rapport au mois de mars 2013, où il était de 1,7 %. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement (2,9 %), suivis par ceux des services (1,1 %), de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Asie/Pacifique

Mise en œuvre des nouvelles cibles de la politique monétaire expansionniste du Japon

Le Conseil de politique monétaire (CPM) du 26 avril a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.

Abaissement de la note souveraine de la Chine

L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étroitesse relative de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.

Actualité législative

Projet de loi relatif à la consommation

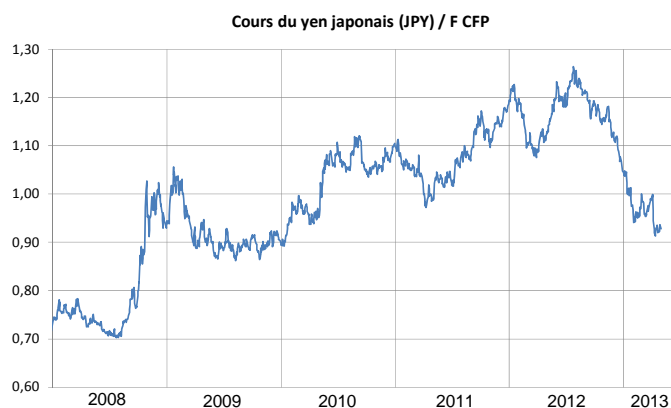
Le projet de loi relatif à la consommation a été présenté en Conseil des ministres le 2 mai 2013. Il vise notamment à mettre en œuvre de nouvelles mesures pour lutter contre le surendettement des ménages. Le crédit renouvelable sera mieux encadré. Le Gouvernement va par ailleurs adresser une demande d'avis au Conseil d'Etat pour préparer un amendement du Gouvernement visant à instaurer un registre national des crédits. Ce registre a pour vocation de responsabiliser le prêteur au moment d'octroyer un nouveau crédit en donnant accès à une vision fidèle et exhaustive des emprunts déjà contractés par le consommateur.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/consommation>

2 – Actualité régionale

Mise en œuvre des nouvelles cibles de la politique monétaire expansionniste du Japon

Le Conseil de politique monétaire (CPM) du 26 avril a annoncé que la Banque du Japon (BoJ) mettrait en œuvre les opérations monétaires nécessaires de manière à ce que la base monétaire progresse de 60-70 trillions de yen en rythme annuel. La BoJ vise un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, ce qui devrait permettre une remontée de l'inflation vers sa nouvelle cible de 2 %.



Abaissement de la note souveraine de la Chine

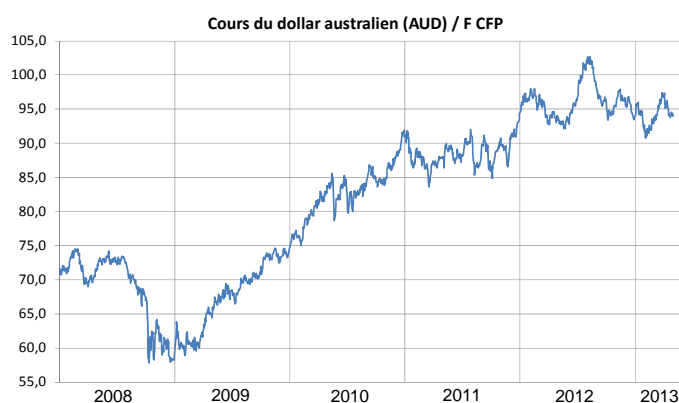
L'agence de notation Fitch Ratings a annoncé le 9 avril avoir abaissé d'un cran la note souveraine de la Chine en yuan, qui passe de AA- à A+. Fitch justifie sa décision par la forte augmentation du crédit bancaire, le poids de l'endettement public, ainsi que l'étrécissement relatif de la base fiscale. La note souveraine en devises reste pour sa part inchangée à A+.



Australie : convertibilité directe entre le dollar australien et le yuan

A l'occasion du Boao Forum qui s'est tenu sur l'île de Hainan en Chine le 7 avril, le Premier Ministre australien a confirmé qu'un accord avait été signé, instaurant la convertibilité entre les devises australienne et chinoise sans passer par le dollar américain. Un fixing sera ainsi publié quotidiennement par la Banque Populaire de Chine (PBOC) sur le taux de change entre les deux monnaies.

Par ailleurs, dans le but de soutenir l'économie australienne, la Banque centrale australienne (RBA) a décidé, le 7 mai, de baisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,75 %.



Nouvelle-Zélande : une inflation de +0,9 % à fin mars 2013

A fin mars 2013, le taux d'inflation ressort à +0,9 % en glissement annuel. La hausse des prix est imputable essentiellement aux taxes d'accise sur le tabac, alors que les loyers ont augmenté modérément sur le trimestre.

La Banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 24 avril, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Première coulée de nickel à l'Usine du Nord

La première coulée de nickel de l'Usine du Nord a eu lieu le 10 avril, après l'allumage du four électrique de la première ligne de production le 29 janvier. La montée en charge de la production de nickel est prévue sur deux années, en vue d'atteindre une capacité de 60 000 tonnes de nickel à la fin de 2014, avec un objectif intermédiaire de 15 000 tonnes pour l'année 2013.

Rencontre de délégations du Pacifique sur le développement durable

La première édition des Rencontres océaniques du développement durable, « Océania 21 meetings », s'est déroulée du 25 au 27 avril et ont réuni 9 délégations du Pacifique (Iles Cook, Kiribati, Tokelau, Tonga, Niue, Wallis-et-Futuna, Vanuatu, Iles Salomon et Nouvelle-Calédonie). Son objectif est de faciliter la formation d'orientations politiques convergentes et de permettre aux États océaniques de renforcer leur visibilité lors des sommets internationaux. Au cours de cette première rencontre, les représentants ont adopté et signé une déclaration finale intitulée « Aidez-nous à sauver Tokelau », État emblématique du Pacifique Sud exposé au risque de « migration climatique ».

Création d'une structure d'accompagnement des transferts de compétence

Une structure d'accompagnement des transferts de compétence a été installée le 18 avril par le Délégué général à l'Outre-mer. Elle sera dirigée par Jacques Wadrawane, ancien Secrétaire général adjoint du Haut-commissariat en Nouvelle-Calédonie. Cette structure, composée de représentants de l'ensemble des ministères concernés par les transferts de compétence, se voit attribuer trois missions : suivre les transferts de compétences déjà réalisés avec la mise en place d'une veille juridique ; proposer des solutions aux problèmes rencontrés par les transferts en cours ; identifier les difficultés pouvant apparaître lors des transferts futurs.

Interdiction de la pêche aux requins dans la ZEE

La pêche, la capture, la détention ou la commercialisation de toutes espèces de requins sont désormais interdits dans la Zone Economique Exclusive entourant la Nouvelle-Calédonie, qui représente 1,4 million de km². L'observation de requins préalablement attirés par de la nourriture (« shark feeding ») est également prohibée. Les atolls d'Entrecasteaux ont été, par ailleurs, classés en parc naturel en réponse aux exigences de protection du site enregistré au Patrimoine mondial de l'Unesco.

6^{ème} Comité de suivi sur le Partenariat avec l'Union Européenne

Le 22 avril, s'est déroulé à Paris le 6^{ème} Comité de suivi sur le Partenariat UE-PTOM, organisé par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Quatre sujets ont été abordés durant cette rencontre : les ressources allouées aux PTOM pour le 11^{ème} FED, les programmes communautaires et les autres instruments d'aide extérieure, les négociations sur la Décision d'Association Outre-mer (DAO) ; les demandes prioritaires des PTOM.

Chantier du Médipôle

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est rendu sur le site du chantier du Médipôle de Koutio le 10 avril. Les travaux ont atteint 20 % d'avancement. La première phase de construction comprend la moitié de la partie hébergement (450 chambres) et du plateau technique (blocs opératoires, services d'urgence, de réanimation, d'imagerie...). Le Médipôle, d'un budget prévisionnel de 50 milliards de F CFP, devrait être livré en janvier 2016 pour une ouverture en juillet de la même année.

Bilan 2012 de la SIC

Le parc de la Société Immobilière Calédonienne représente 9 695 logements fin 2012, soit 76 % du parc total de logements sociaux et près de 40 000 personnes hébergées (près d'un Calédonien sur six). En 2012, 500 logements ont été livrés et 128 logements réhabilités. Le nombre de baux signés a augmenté de 68 % sur un an (résidence universitaire comprise). La SIC a investi 2 milliards de F CFP pour l'entretien de son patrimoine, dont 1,2 milliard pour l'entretien préventif.

Fusion du GIE NC-TPS et de l'Office du Tourisme

Le GIE NC-TPS (Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud) a fusionné avec l'Office du tourisme de la Province Sud et celui de Nouméa. L'objectif de ce regroupement est d'assurer, au sein du même organisme, la promotion interne et internationale de la Province Sud.

Contribution de solidarité

Le Gouvernement a fixé à 880 millions de F CFP, le montant de la contribution de solidarité versée à Enercal au 2^{ème} trimestre (arrêté n°2013-799/NC du 2 avril 2013). L'objectif de cette compensation est d'éviter une hausse du prix de l'électricité dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Publications

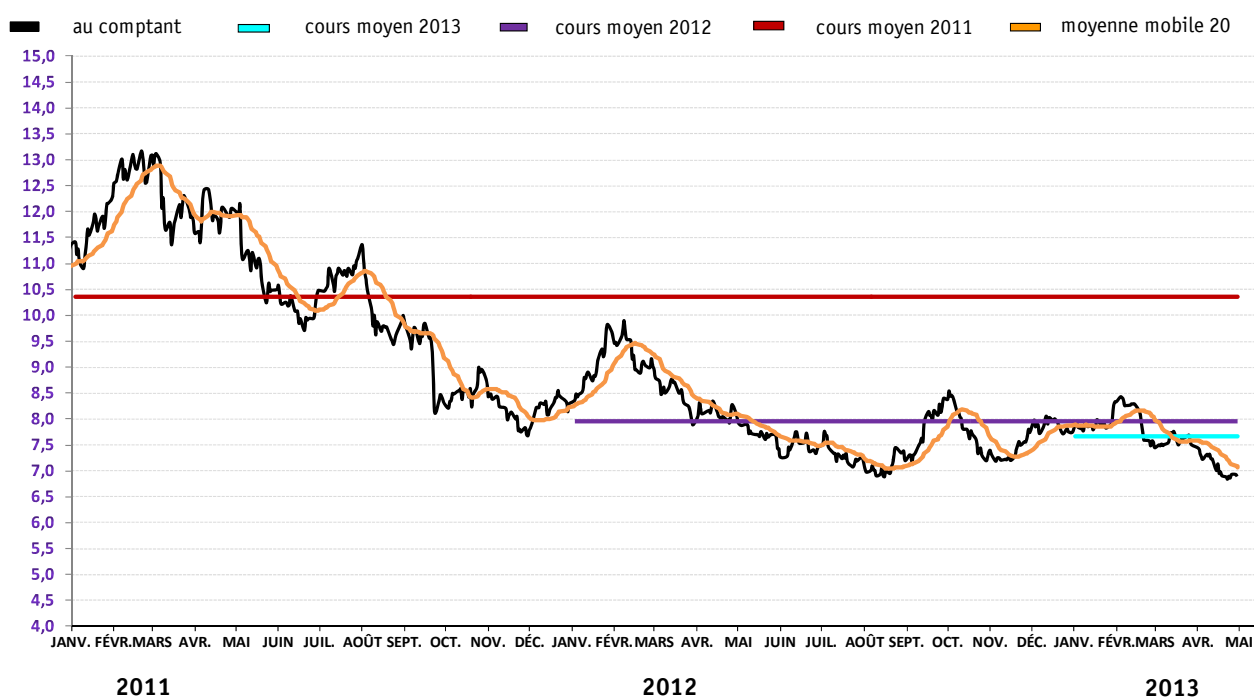
L'IEOM a publié :

- La Note Presse NE n°94 - Premières tendances Nouvelle-Calédonie 1^{er} trimestre 2013
- L'Observatoire des Tarifs Bancaires d'avril 2013.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			avr.-13	104,9	0,3%	1,4%
Nombre de demandeurs d'emploi			mars-13	7 126	-0,5%	-3,5%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	mars-13	10 841	-18,5%	9,5%	
	cumulées	mars-13	33 791	-	8,7%	
Importations	mensuelles	mars-13	20 987	-12,8%	-2,1%	
	cumulées	mars-13	70 481	-	-5,8%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			avr.-13	7,09	-6,5%	-12,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			avr.-13	649	-7,0%	-11,7%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mars-13	218	-47,7%	-33,7%	
	cumulées	mars-13	833	-	1,0%	
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mars-13	5 530	-1,6%	2,2%	
	cumulées	mars-13	16 173	-	-5,0%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-13	7 944	1,0%	-0,4%	
	cumulés	févr.-13	15 810	-	-7,5%	
• Nuitées	mensuels	janv.-13	50 085	-9,8%	-9,4%	
	cumulés	janv.-13	50 085	-	-9,4%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-13	53%	+2,7 pts	- 1,1 pt	
• Croisiéristes	cumulés	déc.-12	277 941	-	17,9%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-13	10 831	3,7%	4,7%	
	cumulées	mars-13	29 405	-	1,2%	
• Index BT 21 (p)		avr.-13	101,44	0,1%	2,8%	
• IRL (p)		mars-13	118,53	0,2%	3,4%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	mars-13	98	ns	145,0%	
	cumulées	mars-13	166	-	66,0%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	mars-13	150	ns	183,0%	
	cumulées	mars-13	255	-	84,8%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-13	556	8,2%	-11,2%	
	cumulées	mars-13	1 658	-	-10,4%	

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	13 734	15 236	16 635	10,9%	9,2%
Dépôts à vue	238 142	238 664	255 666	0,2%	7,1%
Total M1	251 876	253 900	272 301	0,8%	7,2%
M2-M1	95 350	101 220	106 851	6,2%	5,6%
Total M3	530 052	536 018	596 860	1,1%	11,4%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-10	déc.-11	déc.-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	409 560	426 094	456 762	4,0%	7,2%
Ménages	362 904	390 944	403 923	7,7%	3,3%
Collectivités locales	48 478	56 975	60 060	17,5%	5,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 438	16 069	10,7%	4,1%
Total encours sain	828 571	889 450	936 813	7,3%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	19 022	9,6%	4,9%
Total encours brut	845 116	907 589	955 835	7,4%	5,3%

Interdits bancaires

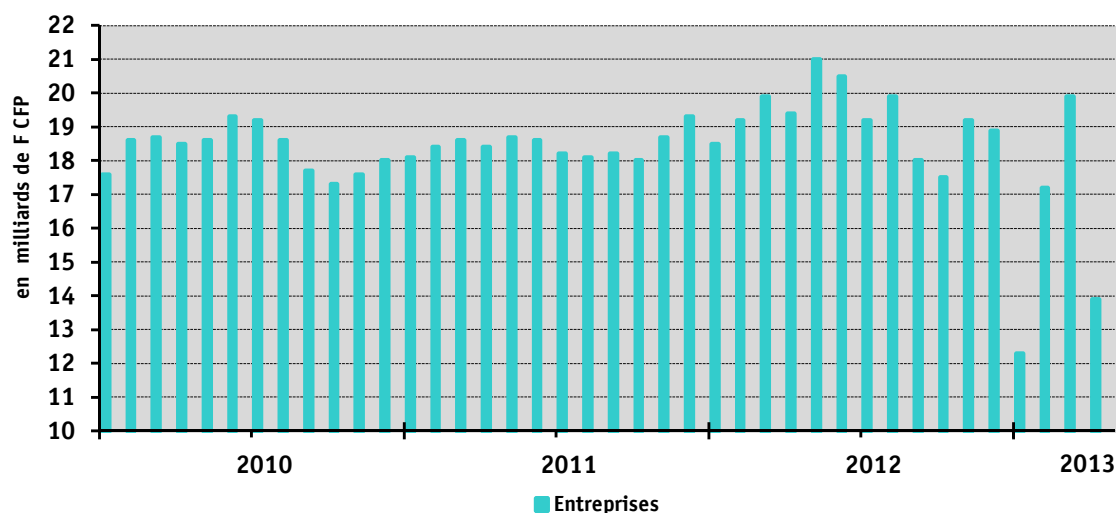
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	avr.-13	7 528	-0,4%	10,4%
	dont personnes physiques	avr.-13	6 700	-0,6%	10,6%
	dont personnes morales	avr.-13	828	0,7%	9,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	avr.-13	15 582	0,6%	6,5%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	avr.-13	5 161	-0,3%	12,0%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-13	13,9	-30,3%	-28,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	avr	103,38	104,86	1,4%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mai	53 689	56 817	5,8%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mai	47 146	50 248	6,6%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	757	822	8,6%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	29 032	29 358	1,1%
importations de ciment (tonnes)	mars	24	47	92,2%
total ciment (tonnes)	mars	29 057	29 405	1,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	2 381	1 731	-27,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	798	979	22,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec*	86 723	85 875	-1,0%
dont secteur privé	dec*	62 696	61 305	-2,2%
dont secteur public	dec*	24 027	24 571	2,3%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 496	7 164	-4,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 136	6 787	-4,9%
chômeurs indemnisés	févr	1 757	2 065	17,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	6 070	6 738	11,0%
décisions retraits cartes bancaires	mars	911	807	-11,4%
incidents paiements sur chèques	mars	9 594	10 846	13,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 851	1 658	-10,4%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	3 785	3 813	0,7%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
Echanges				
nombre de touristes	févr	17 092	15 810	-7,5%
nombre de croisiéristes	dec*	235 684	277 941	17,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	dec*	53,9%	52,8%	-1,1 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	8,72	7,66	-12,1%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	8,12	7,09	-12,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mars	825	833	1,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mars	4 619	3 763	-18,5%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mars	17 120	15 301	-10,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mars	25 185	17 825	-29,2%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mars	100	166	66,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mars	138	255	84,8%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	mars	29 942	21 843	-27,0%
part de ces produits dans le total des exportations	mars	96,3%	64,6%	-31,7 pt
total des importations (M FCFP)	mars	74 841	70 481	-5,8%
total des exportations (M FCFP)	mars	31 089	33 791	8,7%
taux de couverture	mars	41,54%	47,94%	6,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	mars	11 730	11 219	-4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mars	238 664	255 666	7,1%
M1	mars	253 900	272 301	7,2%
M2	mars	355 120	379 152	6,8%
Dépôts à termes	mars	180 857	217 667	20,4%
M3	mars	536 018	596 860	11,4%
P1	mars	3 952	3 752	-5,1%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64 %	4,68 %	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79 %	7,65 %	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec*	907 589	955 835	5,3%
Ménages	dec*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à la consommation	dec*	71 926	73 806	2,6%
dont crédits à l'habitat	dec*	313 576	323 730	3,2%
Entreprises	dec*	426 094	456 762	7,2%
dont crédits d'exploitation	dec*	76 469	84 621	10,7%
dont crédits d'investissement	dec*	227 190	243 403	7,1%
dont crédits à la construction	dec*	109 372	113 487	3,8%
Collectivités locales	dec*	56 975	60 060	5,4%
dont d'investissement	dec*	51 644	58 135	12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	dec*	15 438	16 069	4,1%
créances douteuses brutes	dec*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	dec*	2,0%	2,0%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	dec*	641 607	708 874	10,5%
Ménages	dec*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	dec*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	dec*	86 954	102 606	18,0%
dont assurances-vie	dec*	99 990	103 122	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

Augmentation des prix de l'énergie aux îles Tonga

La société de production et de distribution d'électricité des îles Tonga a annoncé mi-avril une augmentation drastique de ses tarifs, avec une hausse de plus de 10 %. Selon le Directeur général de la société Tonga Power Ltd, cette élévation des prix s'explique par la hausse constante des prix des carburants fossiles importés pour l'alimentation des groupes électrogènes. Une augmentation particulièrement importante des prix des carburants à la pompe d'environ 20 % a été observée sur l'île principale de Tongatapu comparativement au prix affiché au 3^e trimestre 2012.

Nouveau Président pour la Banque asiatique de développement

Lors de la réunion du Conseil d'administration des Gouverneurs le 28 avril dernier, le japonais Takehiko Nakao a été désigné au poste de Président de la Banque asiatique de développement (ADB). Il succède à l'un de ses compatriotes M. Haruhiko Kuroda et devient le 9^e Président de l'ADB depuis sa création en 1966.

L'ADB est une institution financière multilatérale pour le développement économique et social des pays d'Asie et du Pacifique. Elle est constituée de 67 membres dont 48 de la région Asie-Pacifique.

Une enveloppe d'un montant de 21,57 milliards de dollars US a été inscrite au budget de l'institution pour des subventions ou prêts à taux fixe au bénéfice des pays de la zone Asie-Pacifique.

Promotion des énergies renouvelables en Océanie

Le 6 mai 2013, le Programme Régional Océanien pour l'Environnement (PROE) et le Programme des Nations-Unies ont signé un accord de promotion des énergies renouvelables en Océanie à l'occasion de l'ouverture de la conférence régionale « SIDS DOCK » à Fidji. Financé par le Danemark, le dispositif SIDS DOCK a pour objectif premier de favoriser le développement des énergies renouvelables dans les petits États insulaires en développement (PEID). Ce projet s'inscrit dans une plateforme plus large visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre dans les onze pays insulaires du Pacifique.

Sommet des Océania21

Organisé par la Nouvelle-Calédonie, le 1^{er} sommet océanien « Océania 21 Meetings » s'est déroulé du 25 au 27 avril 2013 à la Communauté du Pacifique à Nouméa. Créée il y a à peine un an, suite au sommet de la terre RIO+20, Océania21 conçoit une politique de développement durable qui intègre et préserve la culture et les savoirs traditionnels des populations tout en tirant les meilleurs apports de la modernité et des technologies de pointe.

Les représentants des îles Wallis et Futuna Messieurs Mikaele Kulimoetoke (Président de la Commission des finances) et Atoloto Malau (Chef de service de l'environnement) ont attiré l'attention sur l'importance de la protection et de la gestion des récifs coralliens et écosystèmes pour le développement durable des communautés insulaires.

3 – Brèves locales

Mission du ministère de l'agriculture

Du 20 avril au 1^{er} mai, M. Jean-Pierre Bastié, conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, était en mission sur le Territoire afin de faire le point sur l'état de développement du secteur primaire à Wallis et à Futuna, tout en appréhendant les spécificités du Territoire. L'objectif de la mission est d'élaborer un plan d'action pluriannuel de développement et de structuration du secteur primaire. À cet effet, M. Bastié a rencontré l'ensemble des personnes impliquées dans la filière (exploitants, représentants administratifs, autorités coutumières). Il a également eu des échanges avec les intervenants dans le domaine de la formation agricole.

Ouverture de la Maison de l'artisanat de Wallis-et-Futuna

Le 5 avril dernier, le Conseil territorial des Femmes (CTF) a inauguré l'ouverture de la Maison de l'artisanat à Nouméa, en présence de M. Harold Martin, Président du gouvernement néo-calédonien et de Mme Nivaleta Iloai, Présidente de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna. Située au centre-ville, la boutique propose des produits artisanaux tels que tapas, éventails, colliers et autres costumes traditionnels, tous confectionnés par des femmes artisanes vivant à Wallis-et-Futuna, lesquelles devraient récolter la totalité du fruit de la vente. Pour mémoire, un local a été mis à la disposition de Wallis-et-Futuna dans le cadre de l'Accord particulier du 13 janvier 2012 entre l'État, la Nouvelle-Calédonie et le Territoire. Le fonctionnement et l'équipement de la structure sont assurés au moyen d'une subvention de l'Assemblée territoriale accordée le 5 février, pour un montant de 3,5 millions de F CFP.

Climat des affaires

Selon une enquête réalisée ce trimestre auprès d'un panel de chefs d'entreprise du Territoire, il ressort que l'activité est jugée stable. L'émigration de la population serait un frein structurel à l'activité économique locale. L'appréciation des devises étrangères, parallèlement à l'accroissement du prix des hydrocarbures, pèserait sur le coût des approvisionnements et impacterait sensiblement le niveau des prix (l'IPC s'établit à +3,8 % au 31 mars 2013). Les entreprises du secteur du BTP sont confiantes quant au niveau d'activité de l'année en cours mais affichent quelques inquiétudes sur l'exercice suivant.

Coopération entre Tonga et Wallis et Futuna

Le Territoire des îles Wallis et Futuna a reçu fin avril une délégation de 7 personnes des îles Tonga dont M. Sosefo Fe'aomoeata Vakata Ministre des entreprises publiques. Cette visite d'une quinzaine de jours, outre une prise de contact avec les autorités locales, visait à établir un dialogue en vue d'une coopération économique dans les domaines des transports maritimes et d'échanges de produits entre les îles.

4 – Les indicateurs de référence

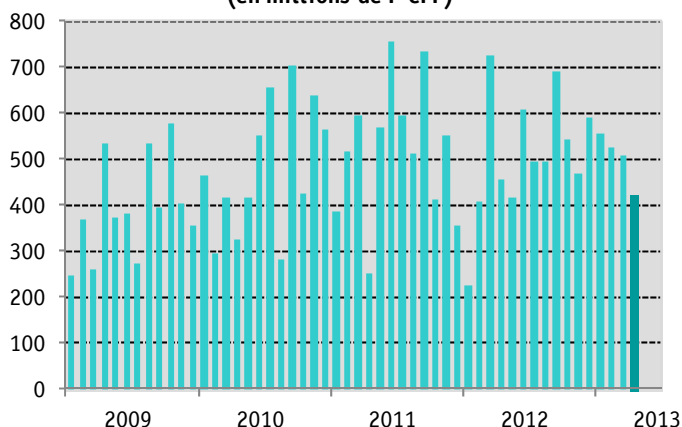
			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 13	115,22	-	3,8%
SMIG mensuel en XPF		avr-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-12	2 087	-	3,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	avr-13	419	-17,2%	-7,7%
	cumulées	avr-13	2 005	-	10,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-13	73	-49,5%	-26,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	avr-13	408	-	0,0%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	avr-13	139	-	-12,2%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-13	1 497	4,7%	-10,4%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	597	7,4%	-13,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	156	13,1%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-13	nc	-	-
	cumulé	mars-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-13	nc	-	-
	cumulé	mars-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	avr-13	4	33,3%	33,3%
	cumulées	avr-13	16	-	23,1%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	avr-13	18	-28,0%	28,6%

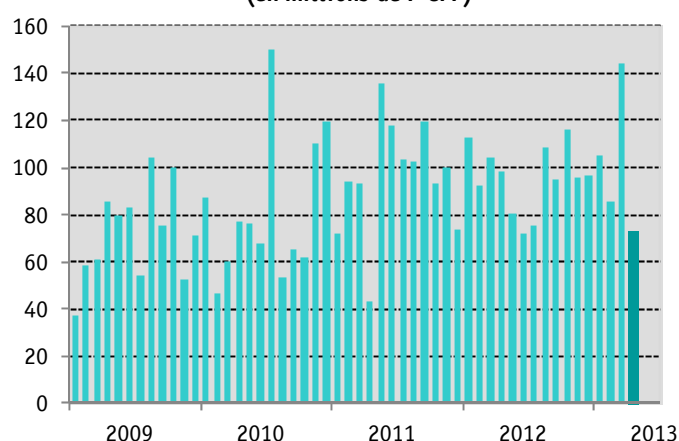
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

nc : non communiqué

Importations
(en millions de F CFP)



Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)

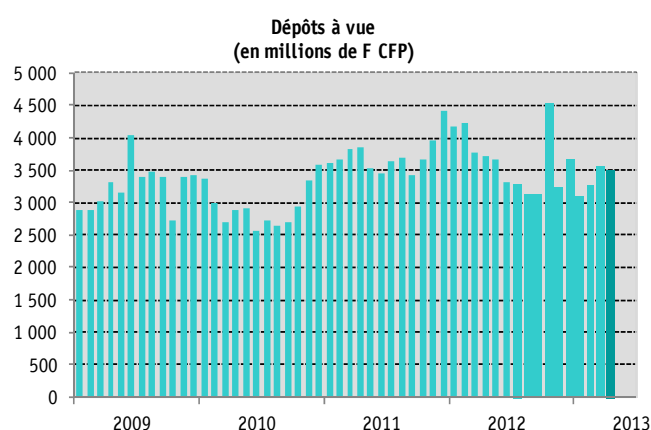
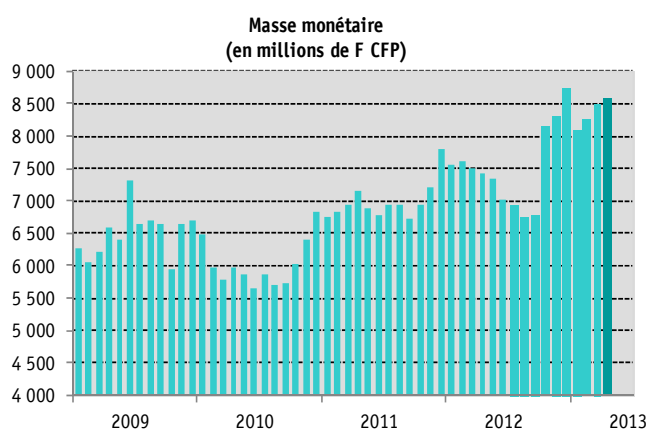


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 164	2 118	2 158	1,9%	-0,3%
Dépôts à vue	3 713	3 545	3 514	-0,9%	-5,4%
Total M1	5 877	5 663	5 672	0,2%	-3,5%
M2-M1	565	532	504	-5,2%	-10,7%
Total M3	7 426	8 510	8 590	0,9%	15,7%

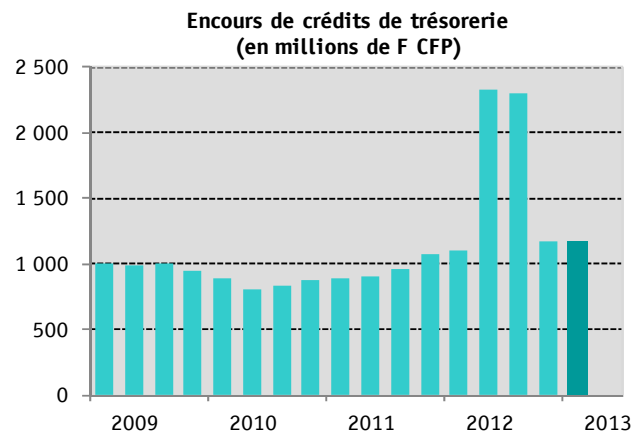
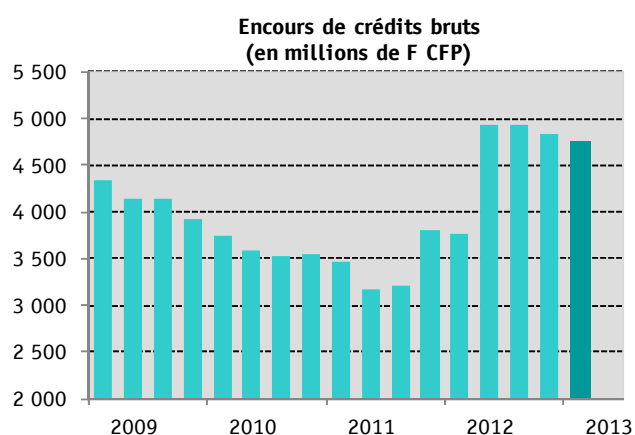


Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	mars-11	mars-12	mars-13	▲/an
Crédits de trésorerie	890	1 104	1 169	6,0%
Crédits à l'équipement	1 202	1 489	2 323	56,0%
Crédits à l'habitat	341	435	467	7,2%
Autres crédits	269	230	324	40,7%
Total encours sain	2 703	3 258	4 283	31,5%
Créances douteuses brutes	774	514	473	-7,8%
Total encours brut	3 477	3 772	4 757	26,1%

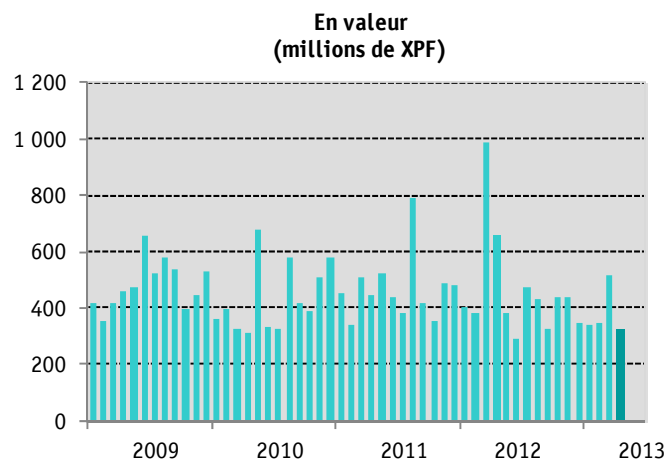
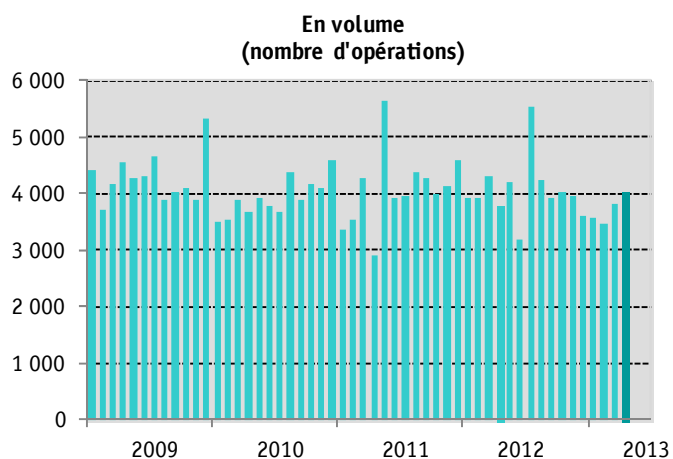
*Intégration des concours d'un établissement (1,09 milliard de F CFP) qui n'était pas repris antérieurement.



Compensation

Augmentation des opérations de compensation en nombre

	avr-12	mars-13	avr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 786	3 820	4 031	14 872	5,5%	6,5%
Compensation (en millions de CFP)	658	518	323	1 530	-37,7%	-51,0%



Incidents bancaires

Des incidents bancaires toujours en hausse

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	66	54	73	238	35,2%	11%
Retraits de cartes bancaires	1	0	4	12	-	300,0%

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	415	393	372	-5,3%	-10,4%
- dont personnes physiques	402	382	362	-5,2%	-10,0%
- dont personnes morales	13	11	10	-9,1%	-23,1%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles sur l'année

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	35	45	45	0,0%	28,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	17	17	0,0%	112,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	106,07	111,02	115,22	3,8%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	10	13	10	-23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	316	226	331	46,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	16	11	32	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	3	3	14	366,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	2 087	-	3,0%
dont secteur privé	décembre	841	841	-	0,0%
dont secteur public	décembre	1 186	1 246	-	5,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	379	402	362	-10,0%
décision retrait cartes bancaires	avril	2	1	4	300,0%
incidents paiements sur chèques	avril	39	66	73	10,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	468	383	523	36,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	252	279	252	-9,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	98	123	108	-12,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	6	11	4	-63,6%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	avril	1 749	1 814	2 005	10,5%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	avril	430	571	551	-3,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	avril	303	408	408	0,0%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	avril	123	158	139	-12,2%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	avril	3 859	3 713	3 514	-5,4%
M1	avril	5 947	5 877	5 672	-3,5%
M2	avril	6 566	6 442	6 176	-4,1%
Dépôts à terme	avril	583	983	2 414	145,5%
M3	avril	7 149	7 426	8 590	15,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	mars	1 253	1 420	1 533	7,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	911	1 121	1 192	6,3%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	341	299	341	14,0%
Entreprises	mars	1 051	1 486	2 466	65,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	112	71	81	14,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	896	1 216	2 084	71,3%
Collectivités locales	mars	306	273	240	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	94	79	45	-43,6%
créances douteuses brutes	mars	774	514	473	-7,8%
taux de créances douteuses	mars	22,3%	13,6%	10,0%	-3,6 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	mars	3 036	3 023	3 022	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	923	919	953	3,7%
Sociétés	mars	1 434	1 860	1 640	-11,8%
Autres agents	mars	3 886	3 678	3 886	5,7%

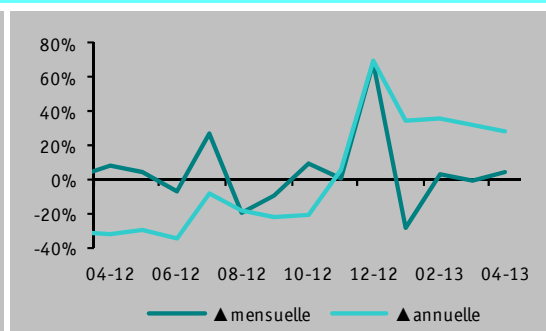
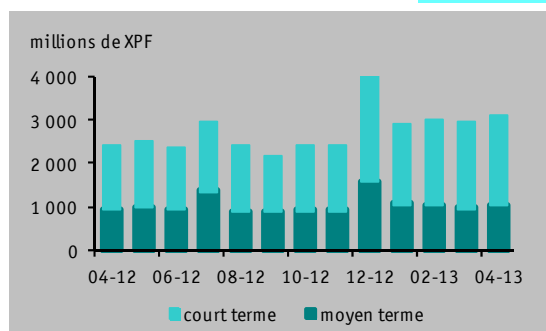
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEP, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement en avril

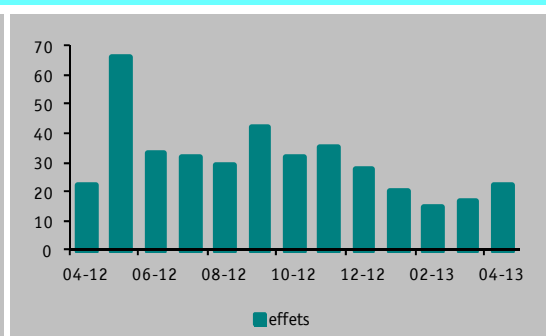
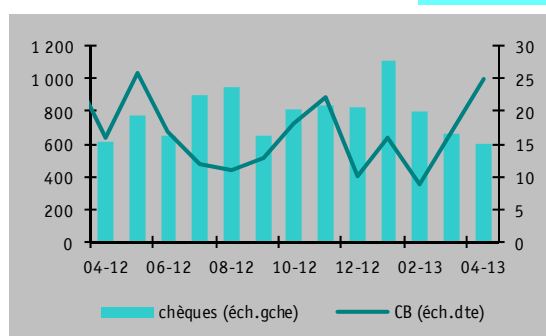
en millions de F CFP	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 502	2 034	2 095	3,0%	39,5%
Utilisations à moyen terme	933	943	1 015	7,7%	8,8%
Refinancement total	2 434	2 977	3 110	4,5%	27,8%



Incidents de paiement

Recul des incidents de paiements en avril

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	656	697	652	-6,5%	-0,6%
- sur chèques	618	663	605	-8,7%	-2,1%
- sur effets	22	17	22	29,4%	0,0%
- retraits de cartes bancaires	16	17	25	47,1%	56,3%



Interdits bancaires

Interdictions bancaires en retrait en avril

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 597	3 435	3 407	-0,8%	-5,3%
- dont personnes physiques	3 140	2 967	2 941	-0,9%	-6,3%
- dont personnes morales	457	468	466	-0,4%	2,0%

Cotation

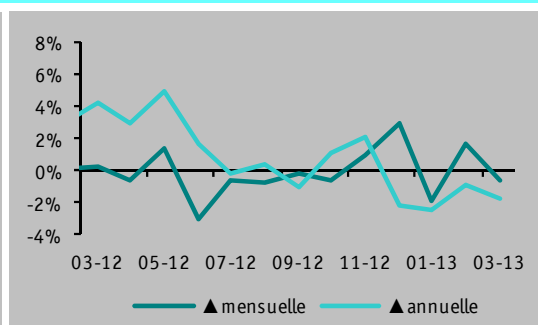
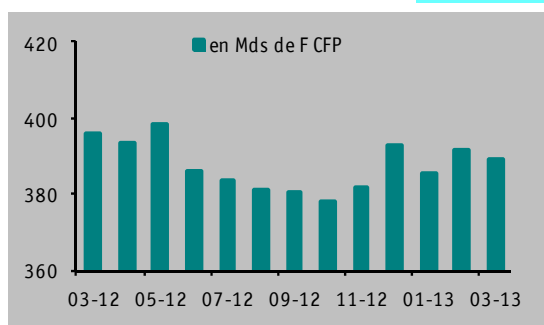
Hausse sur l'année du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	avr-12	mars-13	avr-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 334	7 867	7 883	0,2%	7,5%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 260	1 393	1 388	-0,4%	10,2%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 631	1 843	1 860	0,9%	14,0%

Masse monétaire

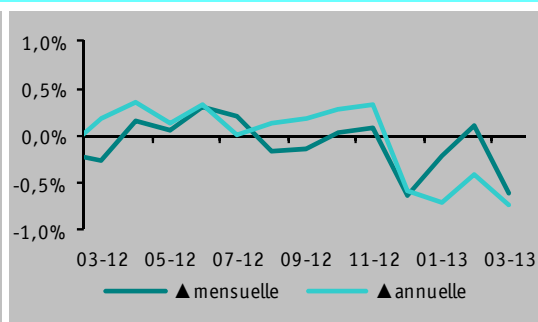
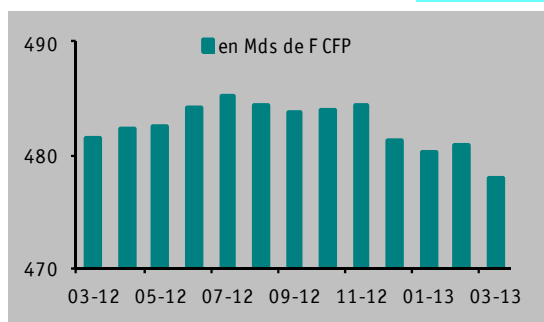
Recul des dépôts à terme en mars

en millions de F CFP	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 011	14 729	15 074	2,3%	0,4%
Dépôts à vue	150 829	155 545	154 708	-0,5%	2,6%
Comptes sur livrets	99 574	98 900	98 761	-0,1%	-0,8%
Comptes d'épargne logement	317	372	397	6,7%	25,3%
Dépôts à terme	126 766	119 926	118 028	-1,6%	-6,9%
Autres	3 432	2 047	2 071	1,2%	-39,7%
Total M3	395 929	391 520	389 039	-0,6%	-1,7%

Concours des banques locales à l'économie

Léger repli de l'encours global des crédits en mars

en millions de F CFP	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	125 822	123 294	122 650	-0,5%	-2,5%
Crédits d'équipement	65 320	67 583	65 964	-2,4%	1,0%
Crédits à l'habitat	161 185	164 172	163 501	-0,4%	1,4%
Autres crédits	69 921	65 998	67 599	2,4%	-3,3%
Créances dout. brutes	59 224	59 740	58 213	-2,6%	-1,7%
Total CCB	481 472	480 786	477 926	-0,6%	-0,7%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Négociations autour d'un nouvel emprunt pour la Polynésie française

Le Territoire et la Banque HSBC sont en cours de négociation pour bâtir l'émission d'un emprunt obligataire sur 3 ans : d'un montant total de 21,4 milliards de F CFP, à un taux d'intérêt compris en 4,5 % et 6,5 %. La première tranche, d'un montant de 6 milliards de F CFP, serait débloquée cette année. Cette opération sur le marché obligataire, en attente de finalisation, devrait alors permettre de lever des ressources financières diversifiées auprès d'institutionnels (compagnies d'assurance, fonds d'investissement, etc.) sans recourir au canal bancaire.

Transport aérien

Renforcement du partenariat ATN/Air France

Le 15 avril 2013, Air Tahiti Nui et Air France ont sollicité l'autorisation du département des transports américains pour conclure un accord bilatéral de co-entreprise.

Celui-ci leur permettrait de coordonner leurs vols sur la ligne Paris-Los Angeles et d'accroître la fréquence de leurs vols. ATN, pour sa part, pourrait passer ses vols hebdomadaires de 3 à 5 en basse saison. La compagnie polynésienne serait également en mesure de proposer à sa clientèle l'accès au réseau d'Air France en Europe.

Nouvelles technologies

Regroupement des 3 filiales de l'OPT

Le 24 avril 2013, Tikiphone, TNS et Mana, ont été regroupées en une seule entité, la SAS Vini. Dans le cas de Tikiphone, spécialisée dans la téléphonie mobile, il s'agit d'une fusion-absorption, tandis que pour TNS (Télévision par satellite) et Mana (accès Internet), il y a dissolution sans liquidation. La création de SAS Vini devrait améliorer l'offre au consommateur (forfaits intégrant téléphonie, accès Internet et télévision).

Après négociations avec les syndicats de salariés des entreprises fusionnées, il a été décidé de conserver les personnels en contrat à durée indéterminée et non ceux en contrat à durée déterminée.

Consommation

Élargissement de la protection de la production locale

L'arrêté n°338 CM du 15 mars 2013 a validé une nouvelle réforme visant à soutenir la production locale. Ainsi, la liste des produits végétaux interdits à l'importation a été modifiée par le ministère de l'agriculture. De plus, le logo « Made in Fenua » devrait également être apposé sur davantage de produits locaux. L'objectif de ces réformes est de garantir la sécurité alimentaire tout en incitant les consommateurs à privilégier la production locale.

Logement social

Mesures d'accession à la propriété

Suite aux délibérations du conseil d'administration de l'OPH, plusieurs dispositifs ont été adoptés en faveur des locataires de logements sociaux, en conseil des ministres du 2 mai. Des conditions et des modalités financières ont été fixées pour faciliter les démarches administratives d'accession à la propriété, après trente ans d'attente. Ainsi, de nombreux locataires des lots d'Erima I, II et III pourront bénéficier de la cession des assises foncières appartenant à la commune d'Arue et à la SETIL. De même, les locataires des lots bâtis de Te Puhapa à Paea peuvent compter sur un report de la date butoir d'accession à la propriété, facilitant la rédaction du cahier de charges et des actes de ventes.

Agréments des opérations de construction pour l'exercice 2013

Lors du conseil des ministres du 2 mai, une enveloppe d'un montant total de 6,5 milliards de F CFP a été arrêtée dans le cadre du contrat de projets Etat/Polynésie française 2008-2013 pour le financement de la construction de logements sociaux. Sur ce total, 5,2 milliards seront alloués à l'habitat groupé financé à hauteur de 40% chacun par l'Etat et le Pays, les 20% restant devant être financés sur crédit. En habitat dispersé, le montant de 1,2 milliard sera financé à 45% aussi bien par l'Etat que par le Pays, et l'OPH interviendra à hauteur des 10% restant.

Assainissement

Financement des travaux d'assainissement de Papeete

A l'issue du conseil des ministres du 10 avril, une subvention d'investissement a été accordée dans le cadre du projet d'assainissement collectif de la ville de Papeete. Un montant de 1,6 milliard de F CFP devrait être alloué à la phase d'épuration des eaux usées qui est actuellement en cours dans la capitale.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : prix à la consommation

CPI en hausse de 0,4 % au premier trimestre 2013

L'indice des prix à la consommation (CPI) progresse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année (+0,2 % au quatrième trimestre 2012). Les hausses les plus significatives concernent les produits pharmaceutiques (+7,6 %), l'éducation (+6,5 %) et le tabac (+3,7 %). A l'inverse, les prix des fruits (-8 %) et des meubles (-6,8 %) contribuent négativement au mouvement global des prix à la consommation. En rythme annuel, le CPI augmente de 2,5 % sur la période (+2,2 % au quatrième trimestre 2012).

Nouvelle-Zélande : prix à la consommation

Progression de 0,4 % du CPI au premier trimestre 2013

En Nouvelle-Zélande, l'indice des prix à la consommation (CPI) enregistre +0,4 %. La plus forte contribution à la hausse provient de la catégorie « alcools et tabacs » (+4,4 %), touchée par une revalorisation de sa taxation. A contrario, les tarifs du groupe « loisirs et culture » reculent de 1,6 %, en raison de l'effet saisonnier sur les forfaits vacances. En glissement annuel, le CPI s'accroît de 0,9 %, comme au trimestre précédent.

Nouvelle-Zélande : secteur primaire

Baisse de la production laitière

La sécheresse record qui sévit en Nouvelle-Zélande, dans l'île du nord, depuis le début de l'année affecte sa production laitière. En effet, les pâturages ayant manqué d'eau, les éleveurs ont dû procéder à des abattages de vaches laitières.

Comme la Nouvelle-Zélande est le premier producteur mondial de lait, les cours mondiaux des produits industriels laitiers ont fortement progressé. Ainsi, le beurre a dépassé les \$ 4 500 la tonne alors qu'il situait en dessous de \$ 2 500 en 2012.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	/mois	/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	avr-13	106,1	107,9	108,1	0,1%	1,9%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-13	117,4	114,9	115,5	0,5%	-1,6%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>						
	mars-13	1 316	1 038	1 252	20,6%	-4,9%	
	<i>Importations (en M F CFP)</i>						
	mars-13	11 764	12 074	10 173	-15,7%	-13,5%	
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mars-13	1 937	2 418	1 251	-48,3%	-35,4%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mars-13	89	50	82	62,9%	-7,9%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars-13	116	82	94	14,6%	-19,0%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr-13	457	468	466	-0,4%	2,0%	
<i>(sources : ISPF, IOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mars-13	1 724	1 685	1 600	-5,1%	-7,2%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mars-13	2 722	3 049	2 614	-14,3%	-4,0%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars-13	256	196	152	-22,4%	-40,6%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars-13	3 140	2 967	2 966	0,0%	-5,5%	
<i>(sources : ISPF, IOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mars-13	812	598	720	20,3%	-11,3%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mars-13	97	72	83	15,1%	-14,4%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	mars-13	154	39	54	39,5%	-64,9%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mars-13	144	174	125	-28,3%	-13,2%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mars-13	16	16	25	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mars-13	65	33	42	28,6%	-35,4%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mars-13	83	20	44	124,4%	-47,0%	
Tourisme							
Nombre de touristes	févr-13	11 523	11 174	11 177	0,0%	-3,0%	
Taux d'occupation hôtelière (C PH)	avr-13	53,5%	61,1%	59,3%	-1,8 pts	5,8 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	mars-13	57 225	57 414	58 736	2,3%	2,6%
	<i>Comptes sur livret</i>	mars-13	93 785	93 348	93 040	-0,3%	-0,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-13	61 760	64 500	65 002	0,8%	5,3%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	mars-13	76 658	76 584	80 678	5,3%	5,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	mars-13	38 964	44 239	43 759	-1,1%	12,3%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-13	77 634	77 140	76 513	-0,8%	-1,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	mars-13	139 938	143 483	143 224	-0,2%	2,3%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	mars-13	46 462	41 677	41 845	0,4%	-9,9%
	<i>Crédits d'équipement</i>	mars-13	55 867	58 360	56 776	-2,7%	1,6%
<i>(source : IOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	02/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	4,55% à 5,00% (Taux SGFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire	
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1	taux	date d'effet
EONIA	0,1020%	0,1120%	- 0,010 pt	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,1160%	0,1170%	- 0,001 pt		
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2110%	- 0,004 pt		
EURIBOR 6 mois	0,3150%	0,3350%	- 0,020 pt		
EURIBOR 12 mois	0,5100%	0,5470%	- 0,037 pt		

taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal	
	30/04/2013	31/03/2013	Var. M-1	taux	JORF
TEMPE	0,8190%	0,0702%	+ 0,749 pt	0,04%	01/03/2013
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1180%	+ 0,000 pt	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 3 mois	0,2090%	0,2070%	+ 0,002 pt		
EURIBOR 6 mois	0,3240%	0,3300%	- 0,006 pt		
EURIBOR 12 mois	0,5290%	0,5460%	- 0,017 pt		
TMO	2,1000%	2,3100%	- 0,210 pt		
TME	1,9000%	2,1100%	- 0,210 pt		
TRBOSP	2,0200%	2,2700%	- 0,250 pt		

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013	30/04/2013	31/03/2013	28/02/2013
taux JJ	0,220%	0,180%	0,150%	0,106%	0,096%	0,094%	0,442%	0,600%	0,460%
3 mois	0,400%	0,430%	0,420%	0,156%	0,161%	0,161%	0,570%	0,610%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,660%	1,870%	1,890%	0,600%	0,520%	0,670%	1,650%	1,770%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	91,2881	1 NZD/XPF	78,1376	1 HKD/XPF	11,7624	1 GBP/XPF	141,3381	
100 JPY/XPF	93,7038	1 AUD/XPF	94,3409	1 SGD/XPF	73,9904	100 VUV/XPF	97,1774	1 FJD/XPF	50,9573